

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 8 MARS 1979 - N° 869

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

«La journée sans chemin de fer» largement suivie

La grève déclenchée à la SNCF depuis mardi soir 20 heures était particulièrement bien suivie, mercredi. Très peu de trains circulaient, que ce soit sur les grandes lignes, ou sur les lignes de la banlieue parisienne. A 10 heures, les cheminots se retrouvaient pour une manifestation à la gare d'Orsay. Au centre du mouvement, le refus par les cheminots du nouveau contrat signé mercredi, et qui aboutirait à de nouvelles suppressions d'emploi : entre 20 et 30 000 pour les 4 années à venir, alors que depuis 1965, près de 100 000 emplois ont déjà été supprimés !

L'Europe verte en panne

Lire en page 8

8 mars : symbole de la lutte des femmes

Lire en page 2

Dans le Quotidien du Peuple du samedi 10 mars

Contraires au sein du peuple : Les révolutionnaires et l'Europe (suite)

Enquête : Femmes travailleuses, femmes chômeuses : la lutte pour la survie

NORD

2 000 à 3 000 sidérurgistes dans l'action toute la journée de mardi...

Quadrillage policier dans la région de Denain



Violents affrontements, dans les gaz lacrymogènes, mardi en fin d'après-midi à Saint-Amand, entre flics et sidérurgistes.

● Violents affrontements contre les CRS

● Sacilor-Sollac : 8 500 licenciements confirmés

Dès 8 h 30 mardi matin, les sidérurgistes entraient en action. Près de 3 000 d'entre-eux se dirigeaient vers la frontière belge. Très vite ils seront bloqués par deux compagnies de CRS. Deux autres compagnies arrivent et c'est l'encerclement.

Dans l'après-midi, vers Mortagne, les sidérurgistes partis bloquer une écluse du canal, trouvent en face d'eux des gardes mobiles. Autour de Denain les CRS ont pris position. Mais au cours même de leur retour les sidérurgistes retrouveront des flics à Saint-Amand : les affrontements seront très violents.

Pendant ce temps, à Paris, le PDG de Sacilor-Sollac annonçait le maintien du plan de licenciement de 8 500 sidérurgistes d'ici 1983.

Lire en page 3

Centres de tri

NE PAS ATTENDRE FIN MARS, L'ACTION C'EST MAINTENANT !

● Manifestation jeudi devant le ministère

Lire en pages 4 et 5



8 MARS...

Depuis dix ans, les femmes refusent ces métiers dits «féminins» dans lesquels on les parque, un système scolaire qui reproduit les schémas traditionnels et disent non à l'école sexiste. Elles revendiquent une prise en charge réelle de l'information sur la contraception, la libre disposition de leur corps, l'avortement libre et gratuit pour toutes, y compris les femmes mineures et immigrées; le droit à l'emploi, l'accès à toutes les formations, toutes les qualifications et des salaires égaux. Elles réclament le temps de vivre, de réfléchir, de lutter, de décider.

En affirmant qu'en s'organisant, elles prennent leurs affaires en main, les femmes ont commencé à renouer les liens avec leur passé. Car c'est avant tout cela, la signification du 8 mars!

Demain et après-demain, la suite de notre dossier

SYMBOLE D'UNE LUTTE DES FEMMES JAMAIS INTERROMPUE

Quelques traces intermittentes dans l'histoire officielle

● **8 mars 1857** : une des premières grèves de femmes oppose les ouvrières du textile à la police de New-York qui charge, tire et tue.

● **Entre 1857 et 1909** : des femmes espagnoles en lutte sont brûlées dans l'incendie d'une entreprise; des femmes françaises sont assassinées par la police.

● **En 1910 Clara Zetkin**, s'inspirant des actions de masse organisées aux USA par les femmes en faveur de leur droit de vote, appelle pour la première fois, au Congrès international des femmes socialistes, à une journée internationale d'action. Elle eut lieu le 8 mars 1914. Le thème unificateur «le vote pour les femmes unira nos forces dans la lutte pour le socialisme», n'affirme pas seulement leurs convictions socialistes, mais aussi leur refus de l'enfermement au foyer, de la

double morale sexuelle, leur volonté d'émancipation politique.

● **8 mars 1917** : une manifestation de femmes pour le pain et contre la guerre donne le signal de la Révolution Russe.

● **8 mars 1943** : en Italie, les femmes organisent une manifestation contre le fascisme. Durant cette période, elles sont un élément moteur dans les grèves insurrectionnelles qui annoncent la chute de Mussolini.

● **8 mars 1915** : Le mouvement des femmes descend dans la rue pour dénoncer la récupération de «l'année internationale de la femme» et lui oppose une solidarité des femmes en lutte du monde entier.

Pour une mémoire du Mouvement des Femmes

Russie 1914, le 8 mars en prison

(Extraits des souvenirs de K. SAMOILOVA traduit dans le numéro 2 du Bulletin Communiste 1921)

«C'était en 1914. Nous savions que le 23 février (8 mars pour notre pays), partout où il existe quelque liberté politique, les ouvrières célèbrent ouvertement et largement leur fête prolétarienne internationale, passent en revue leurs forces organisées, font des manifestations grandioses, tiennent des meetings et des assemblées au cours desquels elles invitent les femmes ouvrières à s'unir sous l'emblème du drapeau rouge pour une lutte commune contre le capitalisme mondial.

Nous décidâmes que les ouvrières de Russie ne devaient pas moins que les ouvrières des autres pays célébrer, et «à l'euro-péenne» la «Journée internationale de la Femme», organiser des meetings et des assemblées, mettre en circulation des journaux.

Quel ne fut pas l'étonnement de notre groupe bolchévique qui avait pris l'initiative de cette fête lorsque le gouvernement autorisa l'organisation de grandes assemblées dans les plus grands quartiers de Pétersbourg. Nous reçûmes en outre l'autorisation de publier un numéro spécial du journal *'Ouvrière'* dont le premier numéro devait justement paraître le 23 février 1914, à l'occasion de la «Journée internationale de la Femme». Nous réunissions des groupes d'ouvrières des divers quartiers, nous consultant avec elles et examinant ensemble le plan de notre fête.

D'avance, nous jouissions de l'enthousiasme que les réunions et le premier numéro du journal allaient faire naître parmi les ouvrières de Pétersbourg qui étaient si tenaillées par l'absolutisme tsariste. Nous nous représentions comment bientôt toutes ces ouvrières de Russie apprendraient la nouvelle de la fête des ouvrières qui les obligerait partout à croire à l'approche de la liberté si longtemps et si ardemment attendue. Pas une minute, il ne nous vint à l'idée que le lâche gouvernement tsariste, en autorisant toutes nos réunions et la publication de nos journaux, avait pour but de «cueillir» toutes les organisatrices de la fête en leur tendant un piège où toutes se laisseraient tomber. Toutes celles qui étaient venues furent prises par la police secrète et réparties dans les prisons Viborsky en cellules séparées.

Voilà donc comment débuta la Journée internationale de la Femme le 23 février 1914.

Le matin du 23 février, l'une de nos détenues demanda la directrice de la prison, qu'elle avait

appelée «bouchon» pour sa bêtise sans bornes et qu'une autre avait surnommée «crapaud» à cause de ses yeux écarquillés. Alors parut le «crapaud» dans son uniforme de parade, la médaille sur la poitrine; la détenue réclama qu'elle ouvrit le vasistas et aérât la cellule. La directrice répondit qu'on n'ouvre pas les fenêtres en hiver avant le 1^{er} mai. Instantanément, le signal était donné: d'un bout à l'autre de la prison résonna la voix métallique, nerveuse, de la détenue parlant avec la directrice: «*Camarades, cria-t-elle, on nous a enfermées aujourd'hui, le jour de notre fête socialiste des femmes, on nous a enfermées dans ce sac de pierres dont l'atmosphère étouffante nous suffoque; l'on ne veut même pas nous ouvrir la fenêtre; allons protestons, camarades!*»

Ce cri se répandit par toute la prison comme l'éclair; nous nous armons comme nous pouvons, nous commençons à frapper la porte de notre cellule de toutes nos forces, les unes avec le couvercle de la chaise percée, en criant: «*A bas la violence et l'arbitraire!*»

Toute la prison résonna des cris et du vacarme que nous faisons en cognant et frappant. C'était notre orchestre à nous! Les unes frappaient avec des balles de plomb, d'autres donnaient des coups à intervalles égaux.

Notre «obstruction» produisit rapidement son effet. La directrice de la prison était terriblement effrayée et inquiète. Au bout de quelques minutes, le verrou de notre cellule s'ouvrit et apparut le serrurier avec la surveillante qui dit avec un sourire de grâce: «*Le serrurier va vous ouvrir tout de suite la fenêtre et le vasistas, pourquoi donc tant d'émotion et de bruit?*»

Pour la journée internationale de la Femme, nous avions obtenu en prison cette petite victoire. Nous respirions un peu d'air frais en nous hissant sur l'appui de la fenêtre. Mais nous éprouvions une vive douleur à la pensée qu'en ce jour nous étions enfermées entre quatre murs et que nous ne pouvions pas aller aux meetings avec nos ouvrières de Pétersbourg.

Documents archives à la librairie Marguerite Durand Place du Panthéon Mairie du V^e Paris.

Une vie au service des femmes et du peuple

Paule Minck



1839 - 1901

Pauline Mekarska est née en 1839 à Clermont-Ferrand au sein d'une famille d'exilés polonais progressistes de haute naissance; à la fin du second Empire, lorsqu'elle apparaît sur la scène politique, sous le pseudonyme de Paule Minck, cette famille est plus ou moins éclatée et son premier mari, le prince ingénieur Boh Danowicz, l'a quittée en lui laissant deux enfants sur les bras. Autant d'éléments qui ont concouru à sa prise de conscience.

Vers 1868, à l'époque d'accélération du mouvement révolutionnaire, Paule, animatrice de groupes d'ouvrières, vivant déjà «en garni», se fait adopter comme conférencière populaire par les réunions publiques. C'est une oratrice virulente, malicieuse, douée d'un charme d'étrange-

Il ne faut pas séparer «la cause féminine de la grande cause des opprimés».

«J'ai tenu à poser le droit des femmes sans atténuation ni compromis d'aucune sorte... Mais j'ai tenu à repousser la lutte des sexes».

Toute femme conséquente «doit être socialiste afin de revendiquer les droits des travailleurs écrasés comme elle et d'aussi cruelle façon».

té» et qui agit «sur les masses».

Porte-parole des femmes, elle est aussi, comme membre de l'Association internationale des Travailleurs, l'ennemie implacable de l'Etat et du capitalisme.

Patriote contre les bourgeois capitulards d'Auxerre durant la guerre de 1870, elle rejoint en mars 1871 la Commune de Paris pour y être institutrice révolutionnaire, «parleuse de clubs» et ambassadrice extraordinaire en province.

Exilée en Suisse, entre 1871 et 1879, on la dit «directrice de la prescription». Revenue après l'amnistie, elle se lance dans une campagne de conférences, à Paris avec Louise Michel et Blanqui puis seule en province. Condamnée pour une manifestation à Marseille en faveur de la nihiliste russe Guessia Helfmann (1881), elle se marie, pour échapper à l'expulsion comme Polonoise, à un Français, l'ouvrier Negro (ils auront deux fils qui s'ajoutent à deux filles et un fils plus âgés). C'est à cette époque qu'elle se lie à Guesde et Lafargue, introducteurs du marxisme en France, tout en gardant des rapports avec les anarchistes et en militant pour le féminisme,

dont elle est candidate pour la forme aux élections de 1893. Mêlée cette année là aux émeutes de juillet, comme animatrice de la *Maison du Peuple*, puis à la grève du Bassin houiller du Nord (nouvelle peine de prison pour une manifestation avec 2 000 femmes) elle penche ensuite vers l'anarchisme et un féminisme plus énergique, dénonçant avec Louise Michel la «domination tyranique de l'homme» (1895).

La dernière période de sa vie sera consacrée au syndicalisme, à l'antimilitarisme (affaire Dreyfus) et bien sûr à «l'idée féministe» (nouvelle candidature électorale en 1898).

Lorsque Paule Minck mourut en 1901, épuisée et pauvre, tous les partis et groupes révolutionnaires des deux sexes se réconcilièrent un moment pour lui faire des obsèques de lutte de classes le 1^{er} mai (affrontements avec la police au Père Lachaise). Paule ne doit pas disparaître de la mémoire collective des femmes et des travailleurs. Sa modernité, c'est son choix pour le camp des «masses» avec leurs faiblesses, c'est la fidélité à son objectif, la révolution sociale, c'est sa lutte pour toutes les minorités.

QUADRILLAGE POLICIER DANS LA REGION DE DENAIN

Mardi, 8 h 30, les sidérurgistes de Denain se rassemblent devant la grande entrée d'Usinor et partent en cortège de bus et de voitures : ils sont près de 3 000. Direction : la frontière belge. Trois directions sont prises : Bonsecours, Saint-Aybert, Quievrechain. Mais déjà, la sortie de Bonsecours est bloquée. 2 000 travailleurs se dirigent vers Saint-Aybert et 1 000 vers Quievrechain. Arrivés aux abords de Saint-Aybert par l'autoroute Paris - Bruxelles, ils se trouvent bloqués par deux compagnies de CRS. Bientôt c'est l'encerclement, deux autres compagnies arrivant à la rescousse derrière les sidérurgistes. Devant un tel déploiement de forces, c'est le repli : ce n'est que partie remise. Ils rentrent alors au pas vers Valenciennes. Mais pendant ce temps, l'autre groupe de Quievrechain atteint la frontière. Là les choses se déroulent autrement : très vite des premiers affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu. Les CRS n'hésitent pas à grenader malgré la présence de

nombreux enfants qui sortent à ce moment-là de l'école.

14 h 30. L'équipe de l'après-midi se rassemble devant les portes et décide une nouvelle action. C'est reparti, un cortège de bus et de voitures, direction Saint-Amand. On traverse la campagne sous le soleil printanier. Dans les villages, la population sur le pas de la porte fait des signes amicaux aux manifestants. Des bus s'arrêtent pour distribuer quelques tracts. Au passage dans la forêt de Saint-Amand, on ramasse quelques « tronçons » de bois. Après Saint-Amand, on oblique vers Mortagne pour bloquer les écluses à un endroit important où se croisent plusieurs canaux. Tout le monde descend et au passage les manifestants empruntent du matériel sur un chantier de terrassement. Mais barant l'accès au « port », des deux camions s'opposent aux manifestants. Le ton monte : « Les CRS le matin les gardes mobiles l'après-midi ». Mais un certain flot-

tement se manifeste : pendant que l'Intersyndicale négocie, la question est posée : « Faut-il ou non forcer le passage ? » Mais ce n'est pas encore à ce moment-là que la colère va éclater contre ces provocations. L'Intersyndicale lance alors le mot d'ordre de partir pour un autre objectif.

En revenant de Mortagne vers Denain, sur la place de Saint-Amand, à la vue des gendarmes mobiles qui descendent de leurs cars pour rentrer au commissariat, les sidérurgistes stoppent leur propre convoi et descendent sur la place. Les gendarmes mobiles réenfilent leurs casques et font un cordon devant le commissariat. « CRS fainéants ! Non aux licenciements » scandent les sidérurgistes. La confrontation dure un quart d'heure. Sur la place, des sidérurgistes disent aux automobilistes de fermer leurs vitres et de quitter la place. Des renforts de flics arrivent. Un tir nourri de grenades lacrymogènes part à 18 h 15. Quelques

De violents affrontements ont eu lieu mardi en fin d'après-midi entre flics et sidérurgistes.



jeunes se joignent aux sidérurgistes. Les affrontements sont très violents. C'est la quatrième fois que

les sidérurgistes rencontrent les gardes mobiles aujourd'hui.

CORRESPONDANCE

ASSURANCES ! GREVES ET OCCUPATIONS

● A Paris, les employés des assurances ont manifesté mardi devant le siège du patronat pour protester contre l'intervention policière contre les grévistes de l'UAP. Les manifestants ont occupé dès le matin les locaux patronaux « pour une durée indéterminée ». Les grévistes du GAN ont fait de leur côté une intervention au Salon des arts ménagers.

● A Bordeaux, les locaux patronaux du GAN ont été occupés mardi.

● Dans les banques, la grève se poursuit dans certains locaux du Crédit du Nord à Paris, Lille, Roubaix, Dunkerque et Bordeaux. A Marseille, la grève vient d'être décidée. A Paris, les grévistes ont occupé les locaux de la direction, boulevard Haussmann.

SMN Caen : RECUPERER LE SAMEDI ? A QUEL PRIX ?

Il y a quinze jours, la direction de la SMN a convoqué la CGT et la CFDT de la boîte pour la reprise du travail le samedi pour les postes en 3x8.

Elle a fait les propositions suivantes :

— Une prime de 40 F pour le poste 6 h - 14 h

— Une prime de 60 F pour le poste 14 h - 22 h

— Une prime de 80 F pour le poste 22 h - 6 h.

Dans le même temps, elle refuse toujours de redonner les 6 % du salaire qu'elle a supprimés, en réduisant les horaires hebdomadaires de 42 heures à 40 heures. La CFDT a refusé ce chantage, elle veut récupérer les 6 % perdus et veut connaître l'avis des travailleurs sur le travail du samedi. Quant à la CGT, toujours autant « responsable », mais sans consulter les travailleurs, elle s'est engouffrée dans ce tunnel, avec des surenchères. Elle réclame 50 % pour 6 h - 14 h, 75 % pour 14 h - 22 h et 100 % de majoration des heures pour le poste 22 h - 6 h. La direction a saisi au bond les propositions de la CGT qui accepte donc la reprise du travail le samedi.

POSITION INADMISSIBLE DE LA CGT

Dans une période où les travailleurs se battent contre le chômage, et pour la réduction du temps de travail, cette position de la CGT est inadmissible. Face à cela, la CFDT a refusé ce

chantage et s'en tient à ses revendications nationales. Jusqu'à ce moment, la situation était claire.

Mais le PCF dans la CGT a su utiliser au maximum les divisions que la crise a créées au sein des travailleurs en développant des idées du genre : « Il y a du travail, il vaut mieux le faire sinon la boîte va fermer », reprenant en somme à son compte le chantage du patron ! Ou alors, en mettant en avant le besoin d'argent des travailleurs dans la période et en « travaillant » les gars les plus hésitants avec des discours du genre : « S'ils ne veulent pas travailler le samedi, la direction les appellera un par un ou appellera les gars du Train Petit Feu ». Le TPF est en effet, un secteur en voie de disparition dans l'entreprise !

Cette attitude du PCF est d'autant plus écoeurante que la direction veut faire travailler les gars le samedi pour répondre à des commandes immédiates qu'elle a, liées aux grèves qu'il y a dans le Nord-Est et en Allemagne.

Belle conception de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité des sidérurgistes français ! Il est vrai que le chauvinisme du PCF n'a pas de limite !

UNE PLUS GRANDE CONFUSION

Il en a découlé une situation très confuse, et de grandes divisions parmi les gars. En effet, des débrayages ont eu lieu du 26 février 1979 au 2 mars

1979, au Train Fil 2 et d'autres secteurs, sur des positions contradictoires : celles de la CGT pour le paiement majoré des heures le samedi et celles de la CFDT. Mais il faut préciser que la CFDT, se sentant minoritaire, a reculé en demandant 500 F par mois pour tous, ce qui fait que des travailleurs ne s'y retrouvent plus et malgré leur combativité ne débrayent pas car ils ne sont d'accord ni avec la CGT ni avec la CFDT.

Il y a eu une nouvelle réunion du comité d'établissement le vendredi 2 mars où la CGT et la CFDT sont allées. La direction n'a retenu aucune proposition syndicale. Dès cette nouvelle, il y a eu arrêt total au TF 2 : point vital de l'usine.

Mais, au-delà de cette situation de confusion et de divisions, les travailleurs ont un riche passé derrière eux. D'une part, ils sont pour le repos du samedi d'autant qu'ils se sont battus à plusieurs reprises pour l'arracher.

S'APPUYER SUR UN RICHE PASSE DE LUTTES

D'autre part, ils ont appris à se méfier des militants PCF dans la CGT. Par exemple, au TF 2, les travailleurs avec de nombreux syndiqués de base CGT et CFDT, ainsi que quelques délégués CGT et CFDT, ont pris en charge la direction de leur lutte en créant un comité de grève, il y a quelques mois, malgré le refus et les calomnies de la direction

CGT de l'usine. Les travailleurs ont arraché au patron une prime de 500 F et par conséquent montré que des luttes efficaces et démocratiques peuvent être menées dans la période. Cette lutte a prouvé que quand on prend nos affaires en main, on peut mettre en pièces les menaces de la direction même, si elles sont entretenues et organisées par le PCF dans la CGT.

La situation actuelle de divisions n'est pas définitive d'autant plus que les ouvriers de la SMN suivent avec intérêt ce qui se passe dans le Nord et la Lorraine.

LE 8 MARS DES SIDERURGISTES LORRAINS A LA SMN

Une étape importante pour la clarification de la situation dans l'usine sera la journée interprofessionnelle de jeudi 8 mars où CGT et CFDT appellent à une journée d'action de 24 heures. Dans le cadre de cette journée, des sidérurgistes lorrains viendront expliquer leurs actions, entre autres, aux travailleurs de la SMN : il faudra tout faire pour que cette rencontre ne soit pas bridée par les pontes syndicaux mais bien un échange entre sidérurgistes au sujet de leurs luttes et de leur coordination.

SMN, Longwy, Denain même combat !

Suivons l'exemple de Longwy et de Denain !

Correspondant
SMN-CAEN

Le personnel de l'ASSEDIC des Hauts-de-Seine occupe le siège

Suite à une grève du service informatique depuis 8 jours, demandant la suppression du contrôle individuel et l'augmentation des effectifs, une assemblée générale s'est tenue le lundi 5 mars où une grande partie du personnel a adopté une plate-forme revendicative générale dont les axes principaux sont :

- 1) le refus du contrôle individuel et du flicage informatique
- 2) l'embauche d'effectifs supplémentaires
- 3) l'amélioration des conditions de travail du personnel, seule garantie du service rendu aux chômeurs.

L'Assemblée générale du personnel a décidé une manifestation le mardi 6 mars à 11 heures au siège, 67 avenue du Maréchal Joffre, 92 Nanterre, pour accompagner une délégation des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, pour l'ouverture immédiate de négociations. Le directeur n'arrivant qu'à 17 heures, les grévistes l'attendent. Suite au refus de la direction sur les trois points forts : suppression du contrôle individuel par l'informatique, négociations sur la plate-forme revendicative du personnel, paiement des heures de grève, les grévistes décident d'occuper les locaux du siège à Nanterre.

Communiqué des grévistes,
mardi 21 heures

APPEL POUR LA MANIFESTATION DES FEMMES LE 8 MARS

A l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes, des groupes femmes de quartier et d'entreprise de la région parisienne appellent les femmes à manifester :

- Pour le droit à l'emploi.
- Pour le droit à la libre disposition de notre corps.
- Pour le droit à l'avortement et à la contraception pour toutes.
- Contre les violences sexistes que nous subissons partout.

LE JEUDI 8 MARS A 20 HEURES PLACE JULES-JOFFRIN, 18^e ARRONDISSEMENT

Nous serons dans la rue, et la nuit, symbole de tous les interdits qui pèsent sur nous.

Signé : Des groupes femmes d'entreprise et de quartier, soutenus par : les femmes socialistes de Paris et de la région parisienne, secteur femmes des CCA, de l'OCT, commission femmes du PCRml, MLAC, MFPF (Planning région parisienne).

COMMUNIQUE

Le voyage de Carter au Proche-Orient

LA PAIX SEPAREE REDUITE
A UNE PEAU DE CHAGRIN

Une fois de plus on nous présente la signature du traité israélo-égyptien comme imminente, alors qu'il y a encore quelques jours, les négociations semblaient dans l'impasse la plus complète. Mais cette fois-ci, Carter a le triomphe discret : il n'y a pas de quoi pavoiser sur le contenu d'un traité qui s'est réduit au fil des mois afin d'obtenir l'approbation des deux parties sur une base d'accord réduite au minimum. Le départ précipité de Carter, qui sera jeudi au Caire et samedi à Jérusalem, laisse-t-il présager de nouvelles concessions égyptiennes ou règle-t-il les désaccords israélo-égyptiens par un simple artifice de formulation qui mettrait Begin et Sadate d'accord ?

Les nouvelles propositions américaines approuvées lundi par le conseil des ministres israélien ont-elles plus de chance d'aboutir que les précédentes ? Si l'on en croit Carter qui va jusqu'à invoquer le jugement de l'histoire, «les possibilités d'un échec sont presque irrésistibles sans un effort de première grandeur». Le voyage de Carter au Proche-Orient est donc présenté comme l'exploit de la dernière chance, qui seul peut encore sauver ce qu'il reste de Camp David. Les posi-

tions respectives d'Israël et de l'Égypte qui semblaient inconciliables il y a encore quelque temps ont-elles donc tant évolué, qu'elles permettent maintenant à Carter d'envisager un proche dénouement ? Il n'y a encore pas si longtemps, l'Égypte se montrait intraitable sur le retrait des troupes sionistes de Cisjordanie et sur la nécessité de fixer une date pour les élections en Cisjordanie ; de même, Le Caire refusait de donner la priorité à l'accord avec Israël au détriment des accords qui lient l'Égypte à d'autres pays arabes.

VERS DE NOUVELLES
CONCESSIONS
EGYPTIENNES ?

Le Premier ministre égyptien affirme que

«l'Égypte n'a pas modifié sa position de principe», reste à savoir jusqu'où peut aller l'Égypte dans sa fidélité aux principes ? Le ralliement du ministre israélien de l'agriculture, farouche partisan de la colonisation sioniste en Cisjordanie, qui mettait, il y a quelques jours encore, des terres à la disposition des colons au Sud de Naplouse, ne laisse guère présager de concessions importantes de la part d'Israël. Pourtant la position d'Israël n'est guère rendue confortable par l'arrêt des exportations de pétrole iranien qui privent l'État sioniste d'un de ses principaux soutiens dans la région ; la récente visite d'Arafat à Téhéran prélude à un rapprochement entre la résistance palestinienne et l'Iran.

«L'EFFORT
DE PREMIERE
GRANDEUR» :
UN ARTIFICE
DE FORMULATION

Tant que les propositions américaines ne sont pas connues dans le détail, il est difficile de déterminer ce qui a varié dans chacune des positions. Le journal *Le Monde* semble pencher pour un artifice de



Camp David... il y a six mois. Carter n'a toujours pas réussi à imposer son «réglement».

langage dans la formulation du traité, qui permettrait d'obtenir l'approbation des deux parties sans modifier considérablement la position de chacun. Ainsi, la nouvelle formulation du traité n'établirait plus de priorité sur les engagements contractés par l'Égypte avec d'autres pays arabes et se contenterait de mentionner son aspect «contraignant». De même la date du référendum sur l'autonomie de la Cisjordanie ne serait plus précisée comme l'avait demandé

l'Égypte ; on se contenterait d'une formulation du genre : les élections auront lieu le plus tôt possible. L'utilisation de ficelles aussi grossières pour parvenir à un accord entre l'Égypte et Israël montre l'état de faiblesse de l'impérialisme américain qui a un grand besoin de redorer son blason après les changements survenus en Iran. Pour limiter leurs «pertes» au Moyen-Orient, les États-Unis vont accélérer par tous les moyens la signature des accords israélo-

égyptiens afin de renforcer leur poids sur ces pays. La Jordanie et l'Arabie Saoudite dans lesquelles les USA avaient placé quelque espoir de les voir se rallier aux accords de Camp David refusent la «Pax Americana». L'isolement de l'Égypte n'a jamais été aussi grand et c'est cet isolement que les Américains doivent à tout prix briser, sans quoi ils risquent de perdre à nouveau un allié dans la région.

Frank ROUSSEL

● Conflit
entre les deux
Yémen :

La Ligue arabe a organisé depuis dimanche une réunion de médiation pour résoudre le conflit opposant le Yémen du Nord et le Yémen du Sud. Cette réunion a adopté une résolution en neuf points pour mettre fin à cette guerre. Cette résolution prévoit le maintien du cessez-le-feu, le retrait des troupes, l'arrêt des ingérences mutuelles et le rétablissement de relations normales à tous les niveaux entre les deux pays. Un comité politique et une commission militaire composés de ministres de plusieurs pays arabes sont chargés d'observer la mise en application de cette résolution. Ces commissions peuvent à tout moment convoquer un nouveau sommet de la Ligue arabe pour examiner un nouveau développement de la situation.

Alors même que cette réunion se tenait à l'initiative de plusieurs pays arabes, l'Agence soviétique TASS s'est livrée à de violentes attaques contre le Yémen du Nord, qu'elle accuse d'agression (*L'Humanité* lui a d'ailleurs embêté le pas sans problème). L'URSS avait joué un rôle notable dans l'assassinat des chefs d'État du Nord-Yémen en juillet, suivi du coup d'État au Sud-Yémen. L'attitude de l'Agence TASS montre bien le peu de cas que l'URSS fait de l'unité arabe. Elle est prête à saisir toutes les occasions pour s'ingérer dans les conflits entre pays du Tiers Monde.

Grande-Bretagne :

Le 1^{er} mars les électeurs gallois et écossais se sont rendus aux urnes pour le référendum organisé par les travaillistes sur la dévolution de pouvoir dans leurs «régions». Le gouvernement Callaghan poursuit la politique décentralisatrice travailliste qui prévaut depuis les années 1960 (découpage en régions en 1964), et met en pratique la promesse faite aux nationalistes des régions celtiques depuis plus de quatre ans : l'institution de deux assemblées «autonomes» à Cardiff et Edimbourg. Il faut préciser ici que Callaghan, comme les dirigeants travaillistes qui l'ont précédé au gouvernement, s'appuie aux Communes sur le vote des députés nationalistes gallois et écossais (et sur les voix des élus unionistes d'Ulster !) pour conserver une majorité lui permettant de se maintenir au pouvoir.

Iran : l'hommage à Mossadegh
se transforme
en forum politique

En 1953, Mossadegh pendant son procès

A Téhéran, la journée de lundi a été l'occasion pour des centaines de milliers d'Iraniens de rendre hommage à Mossadegh pour le 12^{ème} anniversaire de sa mort. Dans un discours commémoratif, l'ayatollah Taleghani a lancé un appel à l'unité des courants politiques et religieux. Les Moudjahidins et les Fedayins ont rappelé la nécessité d'édifier une armée populaire en s'appuyant sur l'exemple historique de Mossadegh à qui la sous-estimation de l'impérialisme américain fut fatale. Le petit-fils de Mossadegh a pour sa part annoncé la création d'un

le référendum
«régional» du 1^{er} marsRECU DU NATIONALISME CELTIQUE
OU DEFAITE TRAVAILLISTE ?

Le Pays de Galles a répondu massivement non (46,9 % de non contre 11,2 % de oui) tandis que l'Écosse a voté majoritairement oui (32,85 % de oui contre 30,78 % de non). La «coalition celtique» du Plaid Cymru et du

SNP, les partis nationalistes gallois et écossais, et les travaillistes de Callaghan semblent désavoués par l'électorat. Le SNP, bien qu'en recul depuis 1978, comptait sur 52 % de voix favorables, le Plaid Cymru, en recul lui aussi, sur plus de 20 % ; Callaghan pour sa part, malgré une chute de popularité dans les sondages, espérait, après la récente crise sociale, une approbation de ces régions considérées comme des bastions traditionnels du parti travailliste (le capitalisme britannique et de ce fait le mouvement ouvrier d'où est plus ou moins issu le travaillisme se sont développés dès le XIX^{ème} siècle avec les grandes villes industrielles du Sud Gallois et du centre de l'Écosse).

Les résultats du scrutin sont toutefois ambigus ; d'une part les électeurs travaillistes, soutenus par certains députés de la même tendance, semblent avoir fait payer au gouvernement sa politique anti-sociale d'austérité ; d'autre part beaucoup de nationalistes ont sans doute rejoint les rangs des nombreux abstentionnistes

(41,2 % au Pays de Galles, 36,33 % en Écosse) pour déjouer la manœuvre de Callaghan.

Il est donc difficile d'avancer que ce soutien reflète une défaite des nationalistes gallois et écossais. D'autant plus que les éléments qui ont contribué au réveil du sentiment national dans ces «régions», sont plus que jamais d'actualité : le chômage record et le sous-équipement ; le pétrole «écossais» de la mer du Nord — qui a encouragé en partie l'essor nationaliste — n'est pas le mythe qu'on a bien voulu dire, même si son exploitation future n'est pas sans poser de sérieux problèmes financiers ; enfin, le renouveau culturel celtique ne faiblit pas.

Toout n'est donc pas joué car le gouvernement Callaghan doit donc, malgré le fait que le oui n'atteigne pas la barre des 40 % prévus par un amendement de 1978, continuer de défendre la dévolution de pouvoir aux «régions», s'il veut garder la majorité aux Communes.

Paddy Mc LAUGHLIN

Le quotidien
du Peuple



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Les logements à bon marché,
10 ans après.

DES «ECONOMIES» QUI COUTENT CHER

La politique des modèles

Nous reproduisons ci-dessous le point de vue de Raymond Nicolas, architecte-conseil de l'amical Messidor, auteur de *Dossier A comme Architecte* chez Moreau.

Les entreprises jouent la politique des modèles et essaient d'accrocher les marchés nécessaires à leur carnet de commande. Pour cela, il faut conquérir une région en usant des moyens les plus appropriés et défendre ensuite ce territoire. Après l'opération séduction qui consiste à présenter le produit que l'on fabrique (...) sous ses aspects les plus flatteurs (dans ce cas les architectes entrent en piste), il y a agrément; succède ensuite l'opération construction. Dès lors, la partie est jouée, le moment de faire les comptes est arrivé.

Il faut être rentable: donc perdre le moins d'argent possible dans les investissements en répétant au maximum, en produisant à la chaîne au même titre que tel constructeur de voitures, en faisant tourner au maximum les équipes: sur certains chantiers, les ouvriers ne savent pas ce qu'ils construisent. (...)

Il n'y a plus à s'étonner du résultat construit. L'appauvrissement du modèle, même bien étudié au départ, est inéluctable. Alors que les conséquences normales d'une industrialisation bien comprise devraient être l'amélioration du produit grâce à l'expérience du chantier, on assiste à une dégradation de la qualité. (...)

Cette politique consacre le libre jeu des influences en faveur de tel ou tel groupe... Certaines entreprises d'audience nationale jouissent d'une position privilégiée et envahissent le marché avec des modèles dans les différentes régions, modèles fort peu différents entre eux, mais qui bénéficient localement de l'appui des administrations, de la bienveillance des maîtres d'ouvrage prépondérants, et de la collaboration des architectes placés. (...)

La politique des modèles, c'est techniquement une escroquerie; du point de vue économique, c'est un leurre, mais humainement, c'est beaucoup plus grave. Car les résultats sont imposés aux habitants.

«Le concours international de la maison individuelle peut vous apporter un chiffre d'affaires de 450 000 000 francs»

Tel est le titre accrocheur d'une brochure publiée en 1969 par le ministère de l'Équipement, en direction des entrepreneurs, banquiers ou promoteurs candidats au concours Chalandon de la maison individuelle. Les extraits ci-dessous se passent de commentaire:

Si vous êtes candidat, vous bénéficierez pour vos opérations de facilités encore jamais vues:

— La possibilité de construire en zone rurale, c'est-à-dire sur des terrains déclarés aujourd'hui non constructibles. (...)

— Les autorisations administratives vous seront délivrées automatiquement. Être lauréat implique l'octroi du Permis de Construire dans un délai d'un mois. (...)

UNE REUSSITE COMMERCIALE ASSUREE

Une importante campagne de publicité sera lancée parallèlement au concours. Les moyens mis en œuvre seront de nature à déclencher un véritable mouvement d'opinion centré sur la maison individuelle. (...)

Le caractère expérimental de ces opérations autorise les groupes à présenter des propositions de dérogation aux règles en vigueur en matière de construction et d'équipement. Ces dérogations pour la construction pourront porter, par exemple, sur la dimension des pièces, des baies, des hauteurs sous plafond, de la largeur des escaliers... Pour les équipements, la dimension des voies ou les hypothèses d'assainissement pourront être revues dans un sens moins strict.

Le dernier Conseil des ministres a condamné la politique des modèles suivie par les prédécesseurs de d'Ornano au Logement, et en particulier par Chalandon en 1969. Sous prétexte de construire vite et bon marché, il s'agissait de marchés de plusieurs milliers de logements garantis par l'Etat à certaines entreprises et groupes financiers.

Ce qu'a oublié de préciser le Conseil des ministres, c'est qu'aujourd'hui, 10 ans après, nous payons cher les conséquences de la mauvaise qualité de ces constructions: de coûteuses réparations, des charges plus élevées dans les HLM... C'est ainsi que les membres de l'amicale Messidor (voir ci-contre) ont déjà dépensé en frais de procédure et d'essais, plus que le coût même de l'étude du modèle qu'ils habitent.

Nicolas GUILLOT



Chalandon et l'un des modèles soi-disant économiques qu'il imposa.

Pierrefitte

Résidence Messidor

Les Joncherolles, à Pierrefitte, 900 logements d'aspect extérieur séduisant. Mais à l'intérieur, le fruit est gâté. Les appartements prennent l'eau à chaque orage, l'isolation thermique est si mal réalisée qu'elle entraîne des suppléments de près de 50 % sur les charges de chauffage... Sans parler de l'insonorisation, des moisissures, des fissures. Les Joncherolles font partie des 17 000 logements réalisés sur le même modèle, le modèle Harnaf, lauréat d'un concours Chalandon en 1969.

Quand les premiers occupants emménagent, en 1975, ils apprennent que leur promoteur, la SCIC (filiale de la Caisse des Dépôts), est engagée dans un procès en malfaçon contre les entrepreneurs, et même que le

CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), organisme tout ce qu'il y a de plus officiel, avait émis les plus grandes réserves sur l'étanchéité et la durabilité des panneaux métalliques de façade de ces logements. Un expert est nommé par le tribunal dès 1975: aujourd'hui, 4 ans plus tard, il n'a toujours pas déposé son rapport, et pendant ce temps, les dégâts s'aggravent et ce sont les occupants qui en supportent les désagréments et les conséquences financières.

Une partie de ces logements, la résidence Messidor, est en copropriété, et les copropriétaires se sont immédiatement regroupés en une amicale de défense, affiliée à la CSCV. Après de multiples et infructueuses délégations à la SCIC, ils décident à leur tour, en 1977, d'attaquer devant les tribunaux les entrepreneurs et la SCIC. Dès lors, ils viennent déranger le petit train-train judiciaire que la SCIC entendait poursuivre tranquillement jusqu'en 1985, date à laquelle expire la «garantie décennale» traditionnelle pour les constructions neuves, ce qui aurait dégagé la SCIC et les entrepreneurs de toute responsabilité et fait retomber tous les frais sur les épaules des copropriétaires.

L'expert tarde à déposer son rapport? Eh bien, les copropriétaires font appel à leurs propres techniciens et architectes. La SCIC refuse de leur fournir les pièces du marché passé avec les entreprises? Ils occupent en 1978 les locaux de la SCIC jusqu'à ce qu'elle cède. L'expert vient pour visiter tranquillement quelques appartements soigneusement choisis: ils le font accompagner d'une trentaine de copropriétaires et d'un photographe. Comme nous le déclarait un responsable de l'amicale Messidor: «On a essayé de ne pas limiter la discussion entre techniciens. De la sorte, l'occupation s'est réglée en 3 heures. Et avec l'expert on n'a pas accepté que ça se passe entre quelques personnes: il y avait 30 copropriétaires et quand tous les gens viennent exposer leurs problèmes et entendent les salades de l'expert, ça a plus de poids. Notre point fort, c'est d'essayer d'associer le plus de monde possible.»

C'est ainsi qu'ils ont pu déjouer différentes manœuvres de la SCIC et des entrepreneurs. D'abord la tentative de régler le problème par des accommodages ponctuels à peu de frais. Et plus récemment, la démarche d'un représentant des assurances qui passait voir individuellement les copropriétaires pour leur proposer une somme d'argent en échange d'une déclaration signée dégageant promoteurs et entrepreneurs de toute responsabilité.

«Les Chalandonnettes»

Il y a plus d'un an, des manifestants occupaient la cathédrale de Montpellier puis, quelques semaines plus tard, bloquaient le rapide Montpellier - Marseille, sur lequel ils inscrivait des slogans hostiles à Chalandon. Plus récemment, à Roissy-en-Brie, un millier de personnes manifestaient et bloquaient le rapide Paris - Bâle. A Montpellier comme à Roissy, il s'agit d'habitants de quelques-unes des 60 000 «Chalandonnettes», maisonnettes construites depuis 1969 sur des modèles lauréats du concours lancé par Chalandon (voir ci-contre).

Là aussi, les maisons prennent l'eau, l'isolation est quasiment inexistante... et depuis plusieurs années, les habitants se battent pour obtenir réparation. Pour l'Etat qui a donné son aval à des constructions d'aussi

mauvaise qualité, tous les moyens sont bons pour tenter d'en faire retomber la responsabilité sur les occupants: si les toits prennent l'eau, c'est parce qu'ils ont été mal entretenus; s'il y a des moisissures, c'est parce que les occupants ne chauffent pas assez! Et quand ces arguments fallacieux ne suffisent pas à calmer la colère des occupants, alors on tente de les faire taire avec quelques rafistolages, qui repousseront le problème d'un an ou deux. Ou alors, comme à Montpellier, on propose aux occupants de payer eux-mêmes les travaux, moyennant un prêt de 20 000 francs, sur 25 ans sans intérêt: une autre façon pour l'Etat de fuir ses responsabilités et de faire payer les pots cassés par les habitants. Dans la plupart des cas, ces manœuvres ne marchent pas.

DOSSIER
A COMME ARCHITECTE
Raymond Nicolas
Ed. Moreau

A VAULX-EN-VELIN : L'UNION EST UN COMBAT, PLUSIEURS BLESSES

Lyon, de notre correspondant. Vaulx-en-Velin, une municipalité d'union de la gauche, avec un maire PCF, Capiévic, conseiller général sortant et candidat aux cantonales du 18 mars prochain. La campagne sur Vaulx et Bron risque d'être chaude, le PS présentant contre lui un candidat, Beauverie, ce que certains militants du PCF ont du mal à admettre. Alors, en guise de contribution au 23^e congrès, certains se plaisent à élever sur le terrain la qualité de l'union.

Jeudi 1^{er} mars, 23 heures. Trois militants du PS viennent de finir un collage pour leur candidat. Les dernières affiches apposées en bas de la mairie, ils repartent. Une lumière s'allume dans l'édifice municipal, des vociférations éclatent. Une R 16 blanche arrive, deux hommes en descendant, accompagnés d'un chien. L'un d'eux sort un nerf de bœuf et frappe sauvagement les militants du PS, puis les agresseurs prennent la fuite. Bilan : dix points de suture pour l'un, trois pour l'autre, et dix jours d'incapacité de travail.

L'homme au nerf de bœuf était un militant du PCF : interrogé par la police, il a d'ailleurs reconnu les faits, tout en affirmant avoir répondu à des provocations.

On aurait pu croire, le PS ayant porté l'affaire sur la place publique par un communiqué de protestation, que le maire, M. Capiévic, allait être dans l'embarras. Mais non. D'abord, il n'est pas au

courant : « Je n'ai encore ni précision, ni preuve quant à l'incident », alors que les sections du PCF sont au courant, puisqu'elles ont publié un communiqué « regrettant que la violence ait été utilisée »...

Et puis, M. le Maire se sent agressé : pour lui, les militants du PS « mènent leur campagne de façon littéralement provocatrice », et, ajoute-t-il, « seul un tel comportement peut provoquer des incidents. Pour ma part, je ne me départirai en aucun cas de mon attitude : celle du calme et de la raison ».

Le communiqué du PCF en profite pour regretter « que le PS ait cru devoir se saisir d'un incident isolé pour tenter de développer une outrancière et violente attaque anticommuniste ». Les gens sont méchants...

SON BILAN PLAIDE POUR LUI

Les tracts électoraux de M. le Maire titrent fièrement : « son bilan plaide

pour lui ». Au fait qu'en est-il ? N'allons pas chercher trop loin : seulement la séance de lundi soir de la communauté urbaine de Lyon. N'avez-vous pas voté, M. le Maire, la proposition de la droite d'offrir le marché des équipements de sécurité pour les écoles à une entreprise parisienne, alors que des entreprises lyonnaises étaient susceptibles de fournir les mêmes services ? Qu'en est-il donc de la campagne du PCF visant à produire local ?

Mais il y a plus grave, M. le Maire. Pourquoi avez-vous mis à mort — c'est bien le mot — l'animation culturelle et sociale de Vaulx-en-Velin, provoquant non seulement le licenciement d'une vingtaine d'animateurs, mais aussi la suppression de toute animation sur la ville, réduisant ainsi à zéro quatre années d'efforts de différentes associations ? Parce que les animateurs n'étaient pas au PCF, et qu'ils ne préconisaient pas un commissariat à la place d'équipements culturels ?

Votre bilan plaide pour vous, surtout quand vous voulez limiter la proportion de familles immigrées dans la ZUP. Sous prétexte, il est vrai, d'agir pour les plus défavorisés !

Michel BERTEL

RPR :
LABBE REMPLACE
GUENA

Après la démission d'Yves Guéna du poste de conseiller politique du RPR, Jacques Chirac a immédiatement passé le relais à Claude Labbé, président du groupe néo-gaulliste à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le groupe parlementaire du PCF ayant accepté de demander la convocation de l'assemblée dans les mêmes termes que le RPR, « contraint et forcé », la collecte des signatures va bon train... Giscard ne devrait donc pas tarder à prendre sa décision.

L'EUROPE VERTE EN PANNE

Les montants compensatoires monétaires (MCM) sont supprimés, mais ils existent encore. C'est un peu la conclusion, provisoire, des négociations entre les neuf ministres de l'Agriculture de la CEE qui se sont terminées tard dans la nuit de mardi. Il existait jusqu'ici des MCM dont plusieurs pays, dont la France, demandaient la suppression. C'est fait. Mais de nouveaux montants compensatoires sont mis en place, pour une durée de deux ans. C'est ce qui ressort d'un laborieux compromis entre la France et la RFA. Tout irait donc bien dans l'Europe verte... si les Britanniques n'avaient décidé d'assortir la mise en place de ces nouveaux MCM de conditions inacceptables pour les autres pays européens. Du coup, deux nouveaux problèmes surgissent :

1°) Qu'en sera-t-il de l'organisation de l'Europe verte ? Deux hypothèses :

ou bien les négociations continuent pour essayer de trouver un compromis entre la Grande-Bretagne et ses huit partenaires : ça risque d'être long, très long ; ou bien les huit décident de mettre en place les nouveaux MCM contre l'avis de la Grande-Bretagne : ce serait plus efficace, mais ce serait une brèche importante ouverte dans le fonctionnement communautaire de la CEE.

2°) La France avait lié la mise en place du nouveau système monétaire européen à la solution positive des négociations sur les MCM.

Là encore, deux hypothèses : ou bien la France tient bon, et le système monétaire n'est pas près de se mettre en place ; ou bien elle décide de céder, ce qui apparaîtrait comme un compromis de taille.

On en saura plus lors du sommet des neuf qui doit se tenir à Paris les 12 et 13 mars prochains.

ACTION POUR LA RÉEMBAUCHE A LA CFEM DE FOS-SUR-MER

Au lendemain des législatives de mars 78, nous avons été 70 ouvriers environ à être licenciés. A cette époque, la direction, profitant de l'attentisme imposé aux ouvriers par les élections, avait réussi à licencier en douceur. Aujourd'hui, les avantages acquis par les travailleurs au cours des luttes des six dernières années se trouvent petit à petit rognés et l'ambiance imposée dans l'usine devient insupportable. Au niveau national, la CFEM poursuit sa restructuration liée aux problèmes de la sidérurgie : les actionnaires s'entredéchirent pour prendre le contrôle majoritaire de l'entreprise.

Dernièrement, ayant reçu des commandes, la CFEM a trouvé les moyens pour faire exécuter le travail malgré les licenciements en faisant appel à un contrat de sous-traitance. A Fos, c'est l'entreprise Philippau qui réalise cette sous-traitance, dans les locaux et avec le matériel de la CFEM. En fait, il s'agit bien d'embauche

d'intérimaires. Or, c'est illégal car les ouvriers licenciés ont priorité de réembauche pendant deux ans.

Aussi, lundi 5 mars, une partie des ouvriers licenciés, encore chômeurs, ont réclamé leur réembauche aux mêmes conditions qu'auparavant. 25 chômeurs et une partie des ouvriers restants ont bloqué l'entrée au sous-traitants. La direction espérait que se créerait des incidents entre ouvriers, mais ce fut une fraternisation entre les chômeurs de la CFEM et les intérimaires de Philippau qui se réalisa ; pourtant, certains de ces derniers sont au chômage depuis plus d'un an.

La direction avait pourtant essayé un chantage pour provoquer des incidents : le directeur avait réuni les ouvriers restants de la CFEM le vendredi 2 mars et leur avait dit : « Si vous soutenez les chômeurs qui ne sont qu'une bande de fainéants et de planteurs de pagaille, on sera obligé de fermer l'usine ». FO et la CGC

s'étaient empressés, par télégramme à l'inspection du travail, d'aller dans ce sens. Il en avait été fait de même à la boîte intérimaire.

Pourtant, lors de cette journée du 6, tous les camarades étaient heureux de se retrouver et un délégué CGT de l'usine le confirmait en disant : « La venue des chômeurs est un véritable démenti au patronat et à la racaille de FO ». Pour certains chômeurs, cette réflexion a été un bilan de remise en cause de la politique syndicale attentiste suivie avant les législatives. Lors de l'intervention des chômeurs et de la CGT à l'inspection du travail, le même jour, la direction a reculé et a fait savoir qu'elle ferait des propositions d'embauche aux P 1 (5 ou 6 gars). L'action se poursuit malgré les menaces de la direction de faire intervenir les CRS.

Correspondants
chômeurs de la CFEM

NOUVELLES D'ANGERS

● La semaine dernière, à l'entreprise Merayberisseau (tapis et moquette), mise à pied d'un délégué CFDT pour trois jours ; des débrayages sont prévus pour s'opposer à cette mesure arbitraire.

● Aux Nouvelles Galeries, la CGT s'alarme devant les atteintes aux libertés syndicales : mise à pied d'une déléguée pour deux jours ; elle avait refusé de remplir un bon de délégation pour assister à une réunion, ce qui constitue une pression sur le personnel puisque l'exercice du droit syndical permet d'aller librement aux réunions.

● A l'entreprise Marssac

(peinture), lettres recommandées aux délégués, pressions directes sur le personnel, refus de prendre en compte les décisions du comité d'entreprise.

● A Beaufort, dans la région d'Angers, c'est contre le licenciement abusif d'un délégué d'une coopérative agricole que la CGT veut saisir trois tribunaux, insistant sur la prise en compte d'une activité syndicale dans l'arrêt d'une mesure de licenciement par la justice.

● Dans les banques, la grève se poursuit au Crédit lyonnais. Le personnel a décidé de durcir le mouvement : dans un premier

temps une information sur les revendications spécifiques à Angers doit être faite. Les revendications portent sur les conditions de travail déplorables et sur les effectifs : l'occupation du service de liaison informatique a démarré.

● Le vendredi 2 mars, une grève de 24 heures a eu lieu au centre de soins Paul Papin. Les trois organisations syndicales CGT, CFDT et FO du centre soulignent que la politique gouvernementale en matière de santé ne permet plus aux établissements d'avoir un personnel suffisant. Trois autres raisons s'ajoutent à cette décision de grève : — Le blocage des crédits tant en création de poste que d'achat de matériel fait que la situation en matière de soins se dégrade.

— L'arrêt de toutes négociations depuis 1976 sur le plan national aboutit à une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs de ces centres.

— Enfin les difficultés d'application de la convention collective se font ressentir par tous.

Les travailleurs enfin s'indignent que le corps médical semble oublier que son rôle est de soigner les malades ; cela ne peut être fait de façon efficace que par un respect du personnel, c'est-à-dire la progression de leur pouvoir d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail.

● SFP : Vers l'extension de la grève aux chaînes

Conformément à l'esprit de l'assemblée générale de lundi, les grévistes de la SFP ont mandaté l'intersyndicale lors de l'AG de mardi pour une ultime rencontre avec les représentants de la direction.

Si cette rencontre ne donne aucun résultat, l'extension aux chaînes et autres services de l'ORTF devrait se faire sans tarder. Mais la direction a réussi à gagner du temps, puisqu'elle doit remettre aux syndicats un document portant sur le volume de production et les licenciements ce mercredi après-midi. Le temps pour les syndicats de l'étudier et d'en rendre compte aux grévistes... voilà deux jours gagnés. Mais les grévistes ont encore montré leur combativité lors de l'AG de mardi, et en menant deux opérations coup de poing, dont une qui conduisait à l'interruption de A 2 durant deux heures.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale
BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais
Agence ZU 470
Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F
Paris
Directeur
de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par I.P.C.C.
Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942